

Audiovisuel public : un apprenti-sorcier et une matamore

Tribune de Rémi Lainé, réalisateur, président de la Scam

La culture, parent pauvre de la campagne présidentielle. Auraient-ils oublié, les candidat et candidate que c'est une richesse française ? Que la loi sur le livre a permis à notre pays de développer un réseau prospère de libraires unique au monde ? Que le soutien du CNC au cinéma et à l'audiovisuel permet à la France de tenir le haut du pavé et d'exporter ses œuvres dans le monde entier ? C'est une source de connaissance, d'information, de divertissement, d'émotion. Mais ce n'est pas seulement un facteur de prospérité intellectuelle. Compte-tenu du rôle prédominant de l'audiovisuel public et de son rayonnement économique dans le secteur, un emploi dans le public génère deux emplois et demi dans le privé. L'audiovisuel public est un facteur de prospérité tout-court.

Les postulants à l’Élysée nous inquiètent. Saisi d’un accès de fièvre démagogique, le candidat Macron dès son premier meeting, joue les apprenti-sorciers et annonce au titre de ses premières mesures pour transformer la France, la suppression de la contribution à l’audiovisuel public. Autrement dit, tarir la source qui le fait vivre et fragiliser comme jamais France Télévisions, Arte, Radio France, l’Ina France Médias Monde. Sans doute conscient de l’exercice périlleux auquel il se livre, le voilà, quelques minutes après, qui prétend vouloir défendre l’indépendance de l’audiovisuel public en lui promettant un « budget dédié ». Quant à son adversaire du deuxième tour, elle ne dit mot de la vocation de l’audiovisuel public sauf à dire tout le mal qu’elle en pense et promet de lui porter l’estocade en le bazzardant au privé.

Monsieur, l'audiovisuel public ne saurait souffrir d'une simplification fiscale qui reviendrait à le lier pieds et poings à son indice de docilité. L'audiovisuel public ne peut pas fonctionner avec un budget soumis chaque année à des arbitrages aléatoires votés au gré des tendances politiques. Il a besoin d'un financement stable et pérenne.

Madame, je soupçonne une immense majorité des 50 000 auteurs et autrices, créateurs et créatrices, journalistes et artistes représentés par La Scam de ne pas partager vos orientations pour s'élever farouchement contre votre projet de privatisation. L'éveil de la pensée, de la critique et du débat, la notion d'information libre, tout cela semble vous offenser. Ça s'appelle la culture et en des âges farouches pas si lointains, certains qui vous ont peut-être inspirée promettaient de sortir leur revolver à la simple évocation du mot.

Oui ou non, France Télévisions, Arte, Radio France, ces joyaux de notre bien commun contribuent-ils à faire rayonner la France ? En quoi ont-ils démerité ? Pourquoi casser quelque chose qui fonctionne ? 85 % des Français louent le rôle essentiel de l'audiovisuel public.

Monsieur, Madame, y aurait-il quelque chose qui vous dérange dans cette différence et cette indépendance incarnées par le service public de l'audiovisuel pour que vos seules propositions pour la culture visent à son affaiblissement ou son démantèlement ?

Cependant entre le sursis et la mort, notre choix est sans appel : tant qu'il y a de la vie, la lutte reste possible.

Et la Scam entend bien la mener